



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Réponse du Premier ministre François FILLON  
à une question de Christian JACOB (Groupe UMP)  
lors des questions au Gouvernement à l'Assemblée Nationale**

**Mercredi 22 février 2012**

Monsieur le président,  
Mesdames et Messieurs les députés,  
Monsieur le président Jacob,

Oui, la majorité peut être fière d'avoir adopté le mécanisme de stabilité et je voudrais dire que ce vote n'est pas un vote technique, ce n'est pas un vote qui concerne une question financière, c'est en réalité l'expression d'une volonté politique. C'est l'expression de la volonté politique ne pas démanteler soixante années de construction européenne sous la pression des marchés.

Et je voudrais vous rappeler que nous venons de loin. Nous venons de loin puisqu'il y a un an, ils étaient nombreux ceux qui pronostiquaient l'explosion de l'Union européenne. Ils étaient nombreux ceux qui préconisaient de laisser tomber la Grèce, et ils étaient nombreux ceux qui annonçaient la dissolution de la zone euro. Eh bien, dans ce paysage caractérisé par beaucoup de démission et beaucoup de scepticisme, il s'est trouvé dans toute l'Europe des responsables politiques, des responsables politiques qui se réclament de la gauche, des responsables politiques qui se réclament de la droite, pour ressaisir l'Union européenne. Et personne ne peut contester que, parmi ces responsables politiques, le président de la République française a joué un rôle majeur.

Nous nous sommes engagés à nous imposer collectivement une discipline indispensable pour regagner notre crédibilité et notre capacité d'action. C'est tout l'objet du traité sur le Mécanisme Européen de Stabilité et du traité sur la stabilité, c'est tout l'objet de la coordination pour la gouvernance de la zone euro que les chefs d'Etat et de Gouvernement de 25 pays, dont certains sont de droite et d'autres de gauche, vont signer au début du mois prochain. Je veux dire que cet ensemble est cohérent, il reflète le juste équilibre entre solidarité et discipline. Et aujourd'hui, aucun de nos partenaires n'imagine qu'on puisse en démonter l'équilibre subtil et personne ne pense que cet accord pourra être renégocié par qui que ce soit, parce que c'est le résultat du compromis qui a été trouvé pour sauver la zone euro et pour donner à l'Union européenne les institutions dont elle a besoin.

Alors, c'est vrai que face à la gravité des circonstances, je regrette que le Parti socialiste n'ait pas choisi de voter en faveur de ce traité. Je voudrais dire qu'au cours de ma vie politique, il m'est arrivé plusieurs fois de voter des textes qui étaient présentés sur l'Europe, par la gauche et que je ne jugeais pas parfaits, mais qui me semblaient indispensables pour la suite de l'aventure européenne. Je veux rappeler le vote de l'Acte unique, je veux rappeler aussi celui du Traité de Nice, dont nous étions nombreux à penser qu'il avait beaucoup de défauts, mais que nous avons votés parce que nous avons estimé qu'il était indispensable à la poursuite de la construction européenne. Et dois-je enfin rappeler que le Général de Gaulle, lui-même, a repris le traité de Rome qui avait été négocié par Guy Mollet et par les socialistes, qu'il l'a assumé, qu'il l'a mis en œuvre. Eh bien vous vous seriez honorés à faire de même, parce que la vérité, c'est que vous n'avez plus la force de distinguer entre l'intérêt général et puis votre intérêt électoral à court terme.